2012

Déclaration de la CGT

CHANGER DE POLITIQUE
CONQUÉRIR LA JUSTICE SOCIALE

Les salariés, retraités et privés d'emploi, comme l'ensemble des citoyens, femmes et hommes, sont appelés à participer à l'élection présidentielle les 22 avril et 6 mai prochains.
C'est un rendez-vous important pour l'expression démocratique. À ce titre, la CGT ne saurait être neutre, surtout au regard de la gravité de la situation.
Après des décennies de creusement des inégalités, la répartition des richesses doit désormais privilégier les revenus des salariés, des retraités, les minima sociaux et la protection sociale. Elle doit être réorientée vers l'efficacité économique et sociale.
La première des insécurités est bien sociale. Elle est aussi la conséquence de choix politiques.
Face à la mainmise des marchés financiers sur l'ensemble de l'économie et sur les choix de société, il faut combattre la spéculation, mettre en place des dispositifs pour financer des activités créatrices d'emploi, investir dans une véritable politique industrielle et développer les services publics prenant en compte l'impératif de développement humain durable.
Face aux pouvoirs des actionnaires devenus exorbitants, il faut donner plus de droits d'intervention aux salariés dans les entreprises et au-delà.
A tous les niveaux, entreprises grandes ou petites, territoires, filières d'activité, État et collectivités… la démocratie sociale doit être une priorité.

LA CGT RÉAFFIRME SES DIX EXIGENCES
POUR SORTIR DE LA CRISE

❶ Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux (Smic à 1700 €).

Contrôler les aides publiques aux entreprises. ❷

❸ Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.

Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.❹

❺ Stopper les suppressions d'emplois.

Développer les politiques publiques et les moyens des services publics. ❻

❼ Réformer la fiscalité en profondeur.

Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif. ❽

❾ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.

Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique. ❿

En aucun cas le projet de l'extrême droite ne peut ouvrir une perspective de sortie de la crise. La CGT renouvelle son opposition aux idées véhiculées par le Front national et banalisées par d'autres, qui cherchent à exploiter les peurs et les désarrois sociaux pour s'enfermer dans une société en repli identitaire, liberticide, discriminatoire et raciste.
Le changement de politique pour conquérir la justice sociale, aider au « vivre ensemble » devient incontournable.
Au vu du bilan et des projets du président de la République, sa réélection ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux.
Derrière ses discours sur la « moralisation du capitalisme » ou la « revalorisation du travail », l'essentiel de son action a consisté à favoriser les actionnaires et les plus riches.
Ses choix contribuent à faire payer la crise aux salariés qui n'en sont pas responsables.
Il a choisi de ne pas répondre aux grandes mobilisations nationales de 2009 pour « une autre répartition des richesses », préférant satisfaire les revendications patronales.

En 2010, c'est par le passage en force qu'il a imposé le recul de l'âge de départ en retraite aux millions de manifestants. Le système des retraites est fragilisé, les droits pour des millions de salariés en sont affectés.
Il a érigé le pouvoir personnel en méthode de gouvernement.
Le président de la République est à l'origine d'un nouveau traité européen qui généralise l'austérité. C'est une nouvelle arme pour amplifier les attaques contre le code du travail, les droits et budgets sociaux, les droits des privés d'emploi, les retraites, les services publics…
Son programme pour demain rejoint les exigences du Medef. Ce serait plus d'austérité pour les salariés et les retraités, l'accroissement des inégalités entre les femmes et les hommes, une culpabilisation éhontée des privés d'emploi, la stigmatisation des travailleurs migrants et immigrés, la mise en cause du rôle des organisations syndicales considérées comme obstacles à ses projets. La société française vivrait des clivages plus violents encore et s'enfoncerait encore plus dans la crise.
L'élection présidentielle doit créer un nouveau contexte plus favorable aux revendications et au progrès social.
Affirmer sa citoyenneté, c'est aller voter, c'est aussi se syndiquer. Adhérer à la CGT c'est prendre sa place dans le syndicat qui agit au quotidien pour le progrès et la justice sociale.

Les salariés ont besoin d'une présence plus importante du syndicalisme pour créer le rapport de force nécessaire et organiser les luttes pour la prise en compte de leurs revendications en toutes circonstances ●

Montreuil, le 13 mars 2012
Adoptée à l'unanimité par la Commission exécutive confédérale

LA CGT FAIT LE BILAN DU QUINQUENNAT

LA RÉPARTITION DES RICHESSES ET LE POUVOIR D'ACHAT

8,2 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté avec moins de 954 € par mois, dont la moitié avec moins de 773 €.

SALAIRES ET PENSIONS AU RÉGIME SEC !

● Depuis 2007, le gouvernement n'a donné aucun coup de pouce au Smic incitant le patronat à pratiquer « la modération salariale ». Il vient de décider d'augmenter la TVA au 1er octobre 2012. Les dépenses incompressibles ont beaucoup augmenté (logement, énergie, nourriture, santé, éducation...) imposant une obligation de choix dans ces dépenses pour le consommateur. Conséquence : le pouvoir d'achat est en berne. Parallèlement les dividendes ont continué à augmenter, les stocks options et autres retraites chapeaux se sont multipliés. Ce n'est pas le gadget de la « prime dividendes » de Nicolas Sarkozy qui a permis de combler ce déficit de pouvoir d'achat.

● Aucun rattrapage des pensions n'a été fait sous le quinquennat malgré les promesses de Sarkozy, pire l'indexation des pensions sur les prix a conduit à une perte de plus de 1 % par an du pouvoir d'achat des retraités.
Au niveau salarial, jamais les agents de la Fonction publique n'ont subi une telle perte de pouvoir d'achat. De juin 2007 à janvier 2012, elle a déjà dépassé les 6 %. La valeur du point d'indice est toujours gelée.

1 % d'augmentation du salaire net : + 2,5 milliards € pour la Sécurité sociale.

ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES : DES PROMESSES NON TENUES !

En matière d'égalité salariale et professionnelle : les promesses de la conférence de novembre 2007 n'ont pas été tenues ! Au contraire: assouplissement des obligations des entreprises, disparition de la conférence prévue sur le temps partiel subi, effets démultipliés pour les femmes de la réforme des retraites, effets pervers de la politique de l'emploi : le bilan officiel du quinquennat n'est qu'un affichage, un arbre qui cache la forêt des inégalités.

L'écart salarial demeure à 25 % entre les femmes et les hommes. Égalité salariale : + 4 milliards € pour la Sécurité sociale

LE PATRONAT N'EST PAS EN RESTE !

Sur les 5 dernières années, la rémunération des patrons du CAC 40 a augmenté de 34% alors que les salaires n'ont augmenté que de 13 %. Dans ces mêmes groupes, sur 86 milliards de bénéfices en 2011, 37 milliards sont allés aux actionnaires. En pleine crise qui touche de plein fouet les citoyens français et européens, les dividendes distribués aux actionnaires ont continué à augmenter. Dans ces groupes, les effectifs ont certes progressé de 10% mais plus d'un tiers de ces emplois sont précaires (CDD, stages, temps partiels).

En 2010, 210 milliards € (entreprises non financières) aux actionnaires contre 182 milliards € d'investissement.

UN ÉCHEC TOTAL SUR L'EMPLOI ET SUR LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

LE CANDIDAT DU « TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS » EST DEVENU LE PRÉSIDENT DU CHÔMAGE DE MASSE

● Entre 2007 et 2012, le taux de chômage est passé de 8 à 9,4 %, (pour les moins de 25 ans, de 19,5 à 22,9%). L'Industrie a perdu 350 000 emplois ce qui conduit à une véritable **désindustrialisation** qui pèse aujourd'hui lourd dans la politique économique de la France et la capacité de notre pays à surmonter la crise sur le moyen et long terme. Malgré la création d'emplois dans certains secteurs, le solde reste négatif : 150 000 emplois ont été détruits. Les jeunes, les femmes, les plus âgés ont été les plus impactés par cette politique. Les protections liées à des emplois stables ont diminué et les licenciements sont devenus plus faciles. **Les ruptures conventionnelles**, par exemple, ne cessent de s'accroître, donnant aux entreprises de nouvelles possibilités de se débarrasser de salariés par un traitement individualisé.

810 000 chômeurs de plus de 50 ans, soit 300 000 de plus qu'en 2008.

● Sous l'ère Sarkozy, plus de 150 000 emplois auront été rayés de la carte dans la seule Fonction publique d'État et l'hôpital public est maintenu dans un sous-effectif absolument dramatique. Le système scolaire s'est fortement dégradé sous l'effet de la disparition de la formation des maîtres et de la suppression de 70 000 emplois en 5 ans. Par une politique de concurrence, de performance et de rentabilité, l'autonomie des universités a déstructuré l'enseignement supérieur et réduit l'accès à l'université.

100 000 emplois crées : + 1,3 milliards € pour la Sécurité sociale.

LA DÉFISCALISATION DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Elle a été une machine coûteuse à détruire des emplois : les heures supplémentaires subventionnées représentent l'équivalent de 400 000 emplois, coûtent plus de 4 milliards d'euros par an et fragilisent les systèmes de protection sociale.

FRAUDEURS

Les chômeurs, victimes de cette politique, sont culpabilisés, montrés du doigt comme des fraudeurs et des parasites de la société qui se complaisent dans l'assistanat.

ANPE-ASSEDIC

La création de Pôle emploi par la fusion ANPE-Assedic, combinée à la baisse des moyens et aux réductions d'effectifs, a dégradé l'accompagnement des chômeurs. La pauvreté a augmenté. Le nombre de bénéficiaires des minima sociaux a explosé et les déjà pauvres se sont encore appauvris. Le RSA n'a permis ni de sortir de la pauvreté ni d'accéder à l'emploi.

AUGMENTATION DE LA FLEXIBILITÉ, EXPLOSION DE LA PRÉCARITÉ : SOUPLESSE AUX ENTREPRISES ET CONTRAINTES AUX SALARIÉS

● Les luttes pour la retraite à 60 ans et pour la reconnaissance de la pénibilité au travail ont fait ressurgir dans le débat public, le mal-être au travail, les questionnements sur le sens, le contenu, la finalité du travail, les modes de management.

● Le président élu n'a pas répondu à l'aspiration au bien travailler. Celle-ci se heurte, plus que jamais, à l'inefficacité d'une organisation économique et sociale basée sur le seul critère de rentabilité financière et d'abaissement du coût du travail. Le quinquennat a été marqué par un chantage croissant emploi contre salaires et temps de travail au nom de la compétitivité. L'objectif visé est celui d'une nouvelle dérégulation du droit du travail, l'imposition de plus de flexibilité, une explosion de la précarité (CDD, temps partiel, contrats de chantier) et des licenciements plus faciles. Management à flux tendu, réduction des repos, augmentation de la flexibilité des temps de travail ont engendré une forte dégradation des conditions de travail et constitué une atteinte à la santé des travailleurs.

170 milliards € d'exonérations fiscales et sociales et autres aides publiques aux entreprises : 9 millions d'emplois annuels au Smic (cotisations sociales comprises).

▶ PROTECTION SOCIALE : REMISE EN CAUSE DES ACQUIS ET CASSE DU SYSTÈME

RETRAITE : LA FIN DE LA RETRAITE À 60 ANS

Nicolas Sarkozy avait d'abord annoncé qu'il ne toucherait pas à l'âge légal de départ en retraite. Sous l'argument fallacieux d'équité, dés 2007, il s'est attaqué aux régimes spéciaux (salariés de l'énergie, de la SNCF, de la RATP, etc.). Dès la fin 2009, des dispositions remettant en cause les droits familiaux des femmes salariées du privé sont votées. Après un simulacre de concertation, le président lance les hostilités au printemps 2010 reprenant les revendications du Medef : report des âges (62 et 67 ans) et poursuite de l'allongement de la durée de cotisations. La pénibilité n'est pas prise en compte. Après une bataille historique et des manifestations atteignant 3 millions de personnes, le Gouvernement passe en force, fait voter sa loi. Touchant tous les salariés, la réforme est particulièrement injuste vis-à-vis de ceux qui connaissent des carrières discontinues, à temps partiel, majoritairement des femmes. Il profite de cette loi pour assouplir les obligations des entreprises en matière d'égalité professionnelle. En novembre 2011, le Premier Ministre annonce l'accélération de la mise en œuvre de la réforme des retraites.

> Lutte contre le travail illégal :
> + 6 milliards pour la Sécurité sociale.

SANTÉ : UNE DÉTÉRIORATION DE L'ACCÈS AUX SOINS

Les comptes de la Sécurité sociale se sont nettement détériorés, certes, sous l'effet de la crise mais la politique gouvernementale (exonérations de cotisations sociales) a accentué le déséquilibre. Ce «déficit» a été exploité pour transférer encore plus les dépenses sur les assurés sociaux : franchises médicales, déremboursement de soins, augmentation du forfait hospitalier,… Il a aussi servi d'alibi pour asphyxier et restructurer l'hôpital public conduisant aux fermetures de nombreux services de proximité.

DROITS DES FEMMES : DES REMISES EN CAUSE LARVÉES

De plus, les droits des femmes ont été remis en causes du fait des politiques publiques, 17 centres de planning familial fermés, de nombreuses fermetures de centre d'IVG, contraception non remboursée.....
Les politiques d'austérité, par la récession qu'elles vont provoquer, vont encore accentuer le phénomène. En 2011, les mutuelles ont été lourdement taxées, avec des impacts lourds sur le pouvoir d'achat et l'accès aux soins.
Malgré la promesse de Nicolas Sarkozy de faire légiférer sur une loi sur la dépendance, aucune mesure n'est à ce jour concrétisée ou envisagée pour régler le dossier de l'aide à l'autonomie. L'urgence est pourtant toujours là pour soulager familles, aidants, professionnels qui agissent dans ce domaine et ceci dans le cadre de la solidarité nationale par le biais de la Sécurité sociale.

POLITIQUE FAMILIALE : UNE DÉGRADATION

La politique familiale a été marquée par une dégradation du pouvoir d'achat des prestations (modification de l'indexation....) et une dégradation des services publics proposés aux familles. Du fait de la Révision générale des politiques publiques et de la remise en cause des financements sociaux (accueil des jeunes enfants, crèches, écoles maternelles, services périscolaires...). La dernière loi qui remplace la cotisation familiale payée par les entreprises (5,4%) par une augmentation de la TVA payée par tous est une arnaque. De surcroît elle fait planer de graves inquiétudes sur l'avenir des prestations familiales.

FONCTION PUBLIQUE ET SERVICES PUBLICS : UN BILAN CATASTROPHIQUE ◀

● La trop fameuse Révision générale des politiques publiques (RGPP), avec son cortège de fusions de services, d'attaques contre le statut général, de partenariats public-privé, répond à une double orientation parfaitement cohérente : réduire drastiquement l'intervention publique pour tout ce qui concerne l'intérêt général et façonner la Fonction publique aux exigences des lois du marché.
Tout le contraire de ce dont a besoin la population et de ce pour quoi la CGT milite.

> Les salariés supportent 80 % du financement des plans de rigueur et payent une crise dont ils ne sont en rien responsables.

● **Aggravation du déficit : conséquence de la politique du gouvernement et alibi pour l'austérité.**
Les baisses d'impôts, décidées depuis 2000, et systématiques depuis l'élection de Nicolas Sarkozy ont grandement fragilisé les comptes publics : exonération des heures supplémentaires, bouclier fiscal, suppression de la taxe professionnelle, réforme de l'ISF, …l'ensemble de ces mesures a alourdi la dette publique de 400 milliards d'euros en dix ans, soit 20 points de PIB.

> Les États ont su créer un fonds de 750 milliards € pour sauver les financiers.

▶ DÉMOCRATIE : LA CITOYENNETÉ AU TRAVAIL MALMENÉE

DES ATTAQUES SUR LE DROIT D'EXPRESSION ET DE GRÈVE DES SALARIÉS

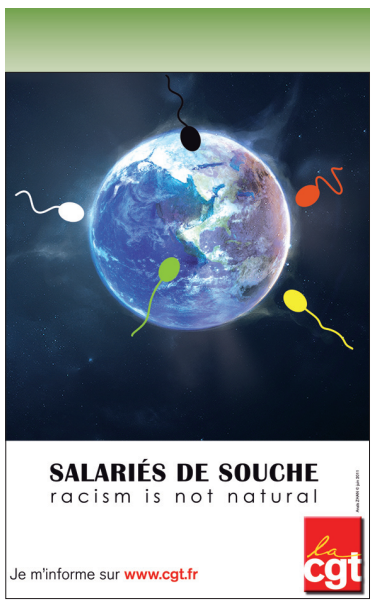
Dès son investiture, Nicolas Sarkozy, soucieux de casser les capacités de réaction de salariés comme ceux de la RATP ou de la SNCF lance comme première réforme un « service minimum » qui impose des obstacles nouveaux dans les transports terrestres pour empêcher ou contourner la grève (allongement du préavis, obligation de se déclarer gréviste, …). Un dispositif similaire est mis en place dans l'éducation nationale en 2008. Il n'hésitera pas, pendant le conflit sur les retraites à user de réquisitions illégales de salariés dans les raffineries de pétrole. En 2012 en réaction à un mouvement de grève dans la sûreté aéroportuaire, il étend le dispositif au transport aérien.

DÉMOCRATIE SOCIALE

Malgré la transposition de l'accord sur la représentativité dans la loi d'août 2008, le bilan en termes de démocratie sociale est négatif. Les réformes n'ont fait l'objet que de simulacres de concertation. Des négociations n'ont été ouvertes que sur des thèmes de la plate-forme patronale. Les opinions majoritaires n'ont pas été entendues. Le président redécouvre le référendum à la fin de son mandat mais il n'a pas entendu les 70% d'opinions défavorables à sa réforme des retraites. La loi Larcher qui oblige toute loi touchant le droit du travail à faire l'objet d'une négociation est allégrement contournée pendant le quinquennat.
Le mépris des salariés et des organisations syndicales va loin puisqu'on aura même assisté au fichage ADN des militants/grévistes.

IMMIGRATION ET TRAVAILLEURS SANS PAPIERS : UNE MAUVAISE POLITIQUE DOUBLÉE D'UN FLIRT AVEC LE FRONT NATIONAL ◀

Dès mai 2007, Nicolas Sarkozy installe un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, avec comme objectif assigné la lutte contre l'immigration clandestine, l'accroissement des reconductions à la frontière et la promotion d'une immigration «choisie». Mais sous la pression du mouvement de grève des travailleurs-euses sans papiers, initié par la CGT dès janvier 2008, le gouvernement sera contraint de négocier durant tout le quinquennat, et de publier le 18 juin 2010 des critères nationaux permettant la régularisation des travailleurs-euses sans papiers présents dans notre pays. Après le discours de Dakar insultant les Africains et celui de Grenoble stigmatisant les Roms, une nouvelle étape sera franchie dans la connivence du gouvernement avec les thèses du Front national : ce sera la circulaire du 31 mai 2011 contre l'accès au travail des jeunes diplômés étrangers et la nouvelle liste des métiers ouverts aux migrants, le 11 août 2011, toujours plus restrictive, provoquant le licenciement de jeunes salariés parce que migrants. Dans le même temps, le frein mis à la régularisation provoquera le développement du travail «au noir».



▶ LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : SUPPRESSION DE LA HALDE

SUPPRESSION DE LA HALDE

Le quinquennat aura également été marqué par la création du défenseur des Droits en lieu et place de la Haute autorité de lutte contre les discriminations (Halde) et de trois autres institutions sur le même thème qui avaient la qualité d'être indépendantes du gouvernement et d'alerter, de dénoncer, de rendre visibles les atteintes aux droits fondamentaux. Des milliers de saisines avaient permis des évolutions positives dans des domaines aussi divers que la prostitution des mineurs, l'hospitalisation abusive, les tests ADN, les Roms… Pour les salariés, l'implication de la Halde en matière de discriminations dans les litiges entre les salariés et les employeurs avait apporté une aide concrète, efficace et accessible valorisant le travail des organisations syndicales et des associations sur la discrimination à l'embauche, syndicale ou pour respect de l'égalité entre les femmes et les hommes. On comprend pourquoi le Gouvernement a voulu en reprendre le contrôle et en amoindrir le rôle…

UNE DÉGRADATION DE L'ACCÈS À LA JUSTICE, Y COMPRIS POUR LES PRUD'HOMMES

La réduction des dépenses publiques a eu un effet dévastateur sur l'accès à l'égalité de tous à la justice : éloignement des tribunaux, baisse des effectifs donc allongement des procédures, dispositifs permettant de contourner les juges, obligation de payer 35 euros pour intenter un contentieux, etc.

LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE : UN ÉTAT ILLÉGAL, UNE CRISE HUMANITAIRE, UNE ATTEINTE À LA DIGNITÉ ◀

Après des déclarations tonitruantes (plus aucun SDF ne devait dormir dans la rue), le bilan est impitoyable : 10 millions de mal-logés, 700 000 personnes sans domicile personnel dont plus de 100 000 à la rue ! Le budget logement des familles a augmenté. Les logements notamment sociaux ne se sont pas accrus en conséquence, les prix et les loyers ont été poussés à la hausse, les aides (APL) ont baissé ainsi que le nombre de leurs bénéficiaires. Bien évidemment, dans les quartiers populaires, notamment les banlieues, ceci est venu s'ajouter à une dégradation générale des conditions de vie et au chômage, à la baisse de l'accès à la culture et à l'éducation, tout cela combiné à une baisse des budgets des associations.

▶ GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT : UN DÉPART EN FANFARE ET UNE ARRIVÉE EN EAU DE BOUDIN

Dès le mois octobre 2007, le Gouvernement lance le Grenelle de l'Environnement marqué en octobre 2007 par des tables rondes à l'issue desquelles Nicolas Sarkozy s'engage à donner une traduction législative aux 268 engagements dégagés par consensus : lutte contre le changement climatique, préservation et gestion de la biodiversité et les milieux naturels, préservation de la santé et de l'environnement, instauration d'une démocratie écologique. Après ce départ fracassant, les préoccupations environnementales ne tardent pas à passer au second plan, voire à apparaître comme des contraintes insupportables aux agriculteurs et aux entreprises. La remise en cause sur fond de pressions patronales, les engagements emblématiques comme ceux relatifs au fret ferroviaire et aux obligations des entreprises en matière de transparence sociale et environnementale, le refus de mettre en place les droits des salariés en matière environnementale conduisent à l'enlisement du processus.

Vous ne voulez pas en rester-là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

la cgt

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Entreprise (nom et adresse : .....

.....

Bulletin à renvoyer à
La CGT, espace Vie syndicale - case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil cedex
Téléphone : 01.48.18.84.72 - Fax : 01.48.51.51.80 - Courriel : orga@cgt.fr
Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr

Conception réalisation : La CGT / Maquette : Espace communication - SC - ©
Imprimerie : Rivet
Mars 2012 - Ne pas jeter sur la voie publique